



**PAR COURRIEL**

Le 31 janvier 2023

**Objet : Demande d'accès aux documents - Décision**

V/Réf. : Personnes en situation d'itinérance

N/Réf. : BSM-2023-001901

Conformément à la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (RLRQ, chapitre A-2.1, ci-après nommée « Loi sur l'accès »), nous avons traité votre demande d'accès reçue le 19 janvier 2023, laquelle se lit comme suit :

« [...] je désire obtenir copie des documents suivants :

- tous échanges ou directives du MJQ à l'intention des procureurs municipaux et/ou des cours municipales, y compris les juges et les greffiers, concernant le traitement des personnes en situation d'itinérance qui sont à risque d'emprisonnement en raison du non-paiement d'amendes pour des infractions municipales depuis les modifications législatives (2020) au Code de procédure pénale, implantées dans le cadre du projet de loi 32, Loi visant principalement à favoriser l'efficacité de la justice pénale et à établir les modalités d'intervention de la Cour du Québec dans un pourvoi en appel. [...] »

(Transcription intégrale)

... 2

## Décision

Nous donnons suite à votre demande. Vous trouverez-ci-joint une lettre adressée à l'Association des greffiers de cours municipales du Québec. Aussi, conformément à l'article 13 de la Loi sur l'accès, sachez que deux cadres de référence en lien avec le Programme d'accompagnement justice et intervention communautaire (PAIJC) sont disponibles en ligne à l'adresse suivante :

<https://www.justice.gouv.qc.ca/programmes-et-%20services/programmes/pajic/#:~:text=Le%20Programme%20d%27accompagnement%20justice,plus%20souple%20et%20plus%20efficace>

## Recours

Conformément à l'article 51 de la Loi sur l'accès, nous vous informons que vous pouvez, en vertu de la section III du chapitre IV de cette loi (article 135 et suivants), faire une demande de révision à l'égard de cette décision en vous adressant à la Commission d'accès à l'information dans les trente (30) jours suivant la date de la présente décision. À cet effet, vous trouverez joint à la présente le document intitulé Avis de recours.

Nous vous prions d'agréer l'expression de nos sentiments les meilleurs.

A handwritten signature in blue ink that reads "Marie-Claude Daraiche". The signature is fluid and cursive, with the first name and last name clearly legible.

Marie-Claude Daraiche, avocate  
Responsable de l'accès aux documents  
et de la protection des renseignements personnels

chapitre A-2.1

**LOI SUR L'ACCÈS AUX DOCUMENTS DES ORGANISMES PUBLICS ET SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS**

[...]

**CHAPITRE II**  
**ACCÈS AUX DOCUMENTS DES ORGANISMES PUBLICS**

**SECTION I**  
**DROIT D'ACCÈS**

[...]

**13.** Le droit d'accès à un document produit par un organisme public ou pour son compte et ayant fait l'objet d'une publication ou d'une diffusion s'exerce par consultation sur place pendant les heures habituelles de travail ou à distance ou par l'obtention d'informations suffisantes pour permettre au requérant de le consulter ou de se le procurer là où il est disponible.

De même, le droit d'accès à un document produit par un organisme public ou pour son compte et devant faire l'objet d'une publication ou d'une diffusion dans un délai n'excédant pas six mois de la demande d'accès, s'exerce par l'un ou plusieurs des moyens suivants:

- 1° la consultation sur place pendant les heures habituelles de travail ou à distance;
- 2° l'obtention d'informations suffisantes pour permettre au requérant de le consulter là où il est disponible ou de se le procurer lors de sa publication ou de sa diffusion;
- 3° le prêt du document, à moins que cela ne compromette sa publication ou sa diffusion.

Le présent article ne restreint pas le droit d'accès à un document diffusé conformément à l'article 16.1.

---

1982, c. 30, a. 13; 1990, c. 57, a. 5; 2001, c. 32, a. 83; 2006, c. 22, a. 7.

[...]

## **AVIS DE RECOURS**

### **RÉVISION DEVANT LA COMMISSION D'ACCÈS À L'INFORMATION**

#### **a) POUVOIR**

L'article 135 de la Loi prévoit qu'une personne peut, lorsque sa demande écrite a été refusée en tout ou en partie par le responsable de l'accès aux documents ou de la protection des renseignements personnels ou dans le cas où le délai prévu pour répondre est expiré, demander à la Commission d'accès à l'information de réviser cette décision.

La demande de révision doit être faite par écrit; elle peut exposer brièvement les raisons pour lesquelles la décision devrait être révisée (art. 137).

L'adresse de la Commission d'accès à l'information est la suivante :

#### **QUÉBEC**

525, boul. René-Lévesque Est  
Bureau 2.36  
Québec (Québec) G1R 5S9  
Tél. : 418 528-7741  
Numéro sans frais : 1 888 528-7741  
Télécopieur : 418 529-3102

#### **MONTRÉAL**

2045, rue Stanley  
Bureau 900  
Montréal (Québec) H3A 2V4  
Tél. : 514 873-4196  
Numéro sans frais : 1 888 528-7741  
Télécopieur : 514 844-6170

#### **b) MOTIFS**

Les motifs relatifs à la révision peuvent porter sur la décision, sur le délai de traitement de la demande, sur le mode d'accès à un document ou à un enregistrement, sur les frais exigibles ou sur l'application de l'article 9 (notes personnelles inscrites sur un document, esquisses, ébauches, brouillons, notes préparatoires ou autres documents de même nature qui ne sont pas considérés comme des documents d'un organisme public).

#### **c) DÉLAIS**

Les demandes de révision doivent être adressées à la Commission d'accès à l'information dans les trente (30) jours suivant la date de la décision ou de l'expiration du délai accordé au responsable pour répondre à une demande (art. 135).

La Loi prévoit spécifiquement que la Commission d'accès à l'information peut, pour motif raisonnable, relever le requérant du défaut de respecter le délai de trente (30) jours (art. 135).

## **APPEL DEVANT LA COUR DU QUÉBEC**

### **a) POUVOIR**

L'article 147 de la Loi sur l'accès stipule qu'une personne directement intéressée peut interjeter appel sur toute question de droit ou de compétence, devant le juge de la Cour du Québec, de la décision finale de la Commission, y compris une ordonnance de la Commission rendue au terme d'une enquête, ou, sur permission d'un juge de cette Cour, d'une décision interlocutoire à laquelle la décision finale ne pourra remédier.

### **b) DÉLAIS ET FRAIS**

L'article 149 de la Loi sur l'accès stipule que l'appel est formé par le dépôt auprès de la Cour du Québec d'un avis à cet effet précisant les questions de droit ou de compétence qui devraient être examinées en appel.

L'avis d'appel doit être déposé au greffe de la Cour du Québec dans les trente (30) jours qui suivent la date de la réception de la décision finale par les parties.

### **c) PROCÉDURE**

Selon l'article 151 de la Loi sur l'accès, l'avis d'appel doit être signifié aux parties et à la Commission dans les dix (10) jours de son dépôt au greffe de la Cour du Québec.

Le secrétaire de la Commission transmet au greffe, pour tenir lieu de dossier conjoint, un exemplaire de la décision contestée et les pièces de la contestation.

PAR COURRIEL

Le 15 décembre 2022

Me Marie-Claude Perron  
Présidente  
Association des greffiers de cours municipales du Québec (AGCMQ)  
Cour municipale de Sherbrooke  
191, rue du Palais  
Sherbrooke (Québec) J1H 5H9

Madame la Présidente,

La présente lettre vous est transmise à titre de présidente de l'AGCMQ et vise à informer l'ensemble des greffiers et greffières de cours municipales du Québec des récentes modifications au *Code de procédure pénale*, lesquelles modifient les règles applicables à l'emprisonnement pour non-paiement d'amendes et qui ainsi, sont susceptibles de s'appliquer aux activités des membres de votre association.

Suivant l'entrée en vigueur de la *Loi visant principalement à favoriser l'efficacité de la justice pénale et à établir les modalités d'intervention de la Cour du Québec dans un pourvoi en appel* (RLRQ, 2020, chapitre 12) en juin 2020, des modifications législatives ont en effet été apportées afin de mettre fin à l'emprisonnement pour non-paiement d'amendes des personnes vulnérables, notamment celles en situation d'itinérance ou à risque de le devenir.

C'est la section II du Chapitre XIII du *Code de procédure pénale* (ci-après « *C.p.p.* ») qui prévoit le mécanisme de l'emprisonnement pour non-paiement d'amendes, dans les cas où le défendeur ne respecte pas son engagement de se présenter devant le percepteur, lorsque des travaux compensatoires n'ont pu être offerts ou lorsque le défendeur refuse ou néglige d'exécuter de tels travaux.

L'article 346 du *C.p.p.* prévoit tout d'abord la possibilité pour le percepteur de demander au juge d'imposer une peine d'emprisonnement et de délivrer un mandat pour l'emprisonnement du défendeur si les sommes dues n'ont pas été payées.

... 2

L'article 347 du *C.p.p* prévoit quant à lui le pouvoir du juge d'imposer une telle peine et de délivrer un tel mandat. Cependant, ce pouvoir est désormais limité à certaines circonstances seulement.

En effet, depuis le mois de juin 2020, l'article 347 du *C.p.p.* a été modifié et prévoit que le juge ne peut dorénavant imposer une peine d'emprisonnement et délivrer un mandat pour l'emprisonnement du défendeur dans les cas de non-paiement d'amendes que s'il est convaincu que le défendeur a, sans excuse raisonnable, refusé ou négligé de payer les sommes dues.

Cette modification vise à mettre fin à l'emprisonnement pour non-paiement d'amendes des personnes vulnérables, dont notamment, mais non limitativement les personnes en situation d'itinérance<sup>1</sup>.

Comme il est reconnu en jurisprudence canadienne, l'incapacité de payer une amende constitue une excuse raisonnable qui justifie le fait de ne pas payer un constat d'infraction<sup>2</sup>. Ce sera donc au défendeur de démontrer qu'il n'a pas la capacité de payer ni la capacité de s'acquitter autrement des sommes dues<sup>3</sup>. Par ailleurs, comme l'objectif de l'emprisonnement pour non-paiement d'amendes est d'inciter au paiement ou à l'exécution de travaux compensatoires, il apparaît clair que dans le cas où le défendeur est dans l'incapacité de payer, ce pouvoir incitatif est inexistant<sup>4</sup>. Ainsi, une personne qui n'est pas en mesure d'acquitter un ou plusieurs constats d'infractions ne doit pas être emprisonnée pour ce motif et le percepteur des amendes ne devrait pas requérir d'un juge l'imposition d'une peine d'emprisonnement et la délivrance d'un mandat d'emprisonnement.

Pour conclure, nous rappelons que dans tous les cas, l'emprisonnement pour non-paiement d'amendes devrait demeurer une mesure de perception de dernier recours.

Nous comptons ainsi sur votre collaboration afin de faire circuler cette lettre auprès de l'ensemble des membres de votre association, le tout dans l'objectif d'assurer l'application uniforme de ces dispositions à travers l'ensemble de la province.

Nous vous prions de recevoir, Madame la Présidente, nos salutations distinguées.

La directrice,



M<sup>e</sup> Audrey Turmel

---

<sup>1</sup> Assemblée nationale, *Journal des débats*, 42<sup>e</sup> lég., 1<sup>ière</sup> sess., vol. 45, n<sup>o</sup> 72, 13 février 2020, (S. Lebel)

<sup>2</sup> R. c. Wu, [2003] RCS 530

<sup>3</sup> Chaussé c. R., 2016 QCCA 568, par. 71-72

<sup>4</sup> Id., par. 46.